



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-61835>

Département(s) de publication : **83**

Annonce n° **24-61835**

Travaux

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Communauté D Agglomération Sud Sainte Baume

Type de Numéro national d'identification : SIRET

N° National d'identification : 24830039400116

Ville : LA CADIÈRE D AZUR

Code postal : 83740

Groupement de commandes : Non

Département(s) de publication : 83

Section 2 - Communication

Lien direct aux documents de la consultation : <https://www.marches-publics.info/mpiaaws/index.cfm?fuseaction=dematent.login&type=Dce&Idm=1472188>

Identifiant interne de la consultation : 2024-21

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : cassb

Numéro de téléphone du contact : +33 494982660

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :** Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail Délégation de signature (si le signataire n'est pas la personne habilitée à représenter la société) Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire
- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve :** Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels Bilans ou extraits de bilans,

concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi

- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve :** Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années Une sélection des références similaires professionnelles des 5 dernières années Les certificat(s) de qualification professionnelle suivant (s) montrant la capacité de l'entreprise à réaliser le programme travaux objet de la consultation ; Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat Description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise Attentes concernant les références similaires Les références demandées permettent d'apprécier la capacité du candidat à réaliser des travaux d'envergure similaire à celle du marché. Génie épuratoire : Les études d'exécution et la réalisation de stations d'épuration mettant en oeuvre un traitement physico-chimique de type coagulation /floculation/décantation réceptionnées au cours des dix dernières années et d'une capacité minimale de 5 000 Eh. Génie Civil : Les études d'exécution et la réalisation d'ouvrages hydrauliques étanches en béton d'un volume minimum de 100 m3 Pour chaque référence, chaque candidat établira une fiche où il sera précisé l'identité et les coordonnées du Maître d'ouvrage, le lieu d'exécution avec adresse précise, l'année de réception, la capacité, les différentes étapes du traitement, les performances garanties, le montant du marché, le coût prévisionnel d'exploitation ainsi que le rôle du candidat, la nature et le montant des prestations effectuées par le candidat

Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis : 03/07/2024 à 12:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentations de variantes : Non

Critères d'attribution : Qualité de l'offre : 55% Prix des prestations : 45%

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : Réhabilitation de la station d'épuration de Signes

Code CPV principal - Descripteur principal : 45232420

Type de marché : Travaux

Description succincte du marché : Le contrat comporte des tranches optionnelles définies au cahier des charges. Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires. Les travaux consistent à réhabiliter la station d'épuration de Signes qui traite les effluents provenant pour l'essentiel de la zone d'activité et de la commune. Il s'agit d'une filière physico-chimique mise en service en 1989 complété par un traitement par infiltration sur un autre site (Chibron) le marché comprend une tranche ferme Réhabilitation de la station d'épuration de Signes et trois tranches conditionnelles TO001 réhabilitation génie civil du cône du dégraisseur dessableur réhabilitation génie civil du cône du dégraisseur dessableur TO002 résinage du bassin tampon résinage du bassin tampon TO003 installation de panneaux photovoltaïques

Lieu principal d'exécution du marché : La STEP de Signes 83870 - SIGNES

Durée du marché (en mois) : 36

Valeur estimée (H.T.) : 2450000 euros

La consultation comporte des tranches : Oui

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Non

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Oui

Détail sur la visite (si oui) : Une visite du site est obligatoire. Une attestation sera remise et elle devra être jointe à l'offre. Les dates de visites sont les suivantes : Le vendredi 7 juin à 9h30 Le lundi 10 juin à 9h30 Les modalités sont précisées au Rç

Autres informations complémentaires : Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : Requête en référé précontractuel conformément aux dispositions de l'article L.551-1 du Code de justice administrative à compter de la date de notification du rejet de l'offre jusqu'à la date de signature du contrat. Référé contractuel en application de l'article L.551-13 du Code de justice administrative Recours en contestation de validité du contrat issu de la jurisprudence "Tarn et Garonne du Conseil d'État du 4 avril 2014, n°358994" qui peut être exercé par les tiers au contrat, dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicités appropriées. Recours pour excès de pouvoir contre l'acte administratif portant approbation du contrat (Conseil d'Etat, 23/12/2016, ASSECO-CFDT du Languedoc-Roussillon, req. n°392815)

Date d'envoi du présent avis à la publication : 28/05/2024